



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Digitalisation de l'état civil

La Commune Golfe 3 partage son expertise avec Région des Savanes
Echange d'expériences pour renforcer la digitalisation de l'état civil. Dans le cadre du renforcement des services d'état civil au Togo, la Commune Golfe 3 a accueilli, ... • (Page 04)

Automobile

Les voitures hybrides dépassent les modèles à essence en Europe
Les immatriculations de voitures hybrides ont représenté 34,9% du marché en janvier en Europe, contre 29,4% ... • (Page 08)

Tribune de Dr Beaugrain Doumongue

• (Pages 03)

Le Niger et le Sahel entre crises et développement



Opportunités d'investissement de portefeuille

• (Pages 05)

Les « BRVM Investment Days » de retour à Londres en avril



UEMOA

Atlantique Finance, leader du marché financier en 2024

Atlantique Finance, filiale du groupe panafricain Banque centrale populaire, a atteint un nouveau jalon en ... • (Page 02)

Autonomisation de la femme

La Banque mondiale satisfaite des initiatives du Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu ce mardi 25 février 2025 à Lomé avec Monsieur ... • (Pages 04)

Emprunt obligataire

« GSS BAOBAB 6,80 % 2024-2029 » admis à la cote de la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières – BRVM - a admis sur son marché des obligations, l'emprunt obligataire ... • (Page 06)

Levée de fonds

Gozem veut couvrir toute l'Afrique francophone avec 30 millions USD

La société Gozem, acteur majeur des services numériques de VTC, vient de sécuriser un financement de 30 millions de dollars (environ 18,7 milliards FCFA)... • (Page 11)

NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS
OPTÉZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

UEMOA

Atlantique Finance, leader du marché financier en 2024

Atlantique Finance, filiale du groupe panafricain Banque centrale populaire, a atteint un nouveau jalon en devenant la première Société de gestion et d'intermédiation de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Avec une part de marché de 25 % en 2024, Atlantique Finance s'impose comme un acteur clé du secteur financier régional.

Atlantique Finance s'impose comme leader sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en 2024 avec une part de marché de 25 % et un volume de transactions de 235 milliards de FCFA (environ 3,7 milliards de dirhams). Filiale du groupe Banque centrale populaire (BCP), la Société de gestion et d'intermédiation se distingue par son expertise, son innovation et sa capacité à répondre aux besoins des investisseurs. Forte de plus de 20 ans d'expérience, elle ambitionne de renforcer son offre et de démocratiser l'accès aux marchés financiers en 2025.



confiance et la transparence lui a permis de bâtir des relations solides avec ses partenaires et d'asseoir sa position de leader.

Un leadership fondé sur l'innovation et la confiance

«Ce classement est le fruit d'une relation de confiance avec nos clients et témoigne du travail exceptionnel réalisé par nos équipes. Il met en lumière notre capacité à anticiper les évolutions du marché et à proposer des solutions d'investissement adaptées aux besoins des acteurs économiques régionaux», a déclaré Habib Koné, directeur général d'Atlantique Finance. Avec une vision claire, Atlantique Finance continue d'œuvrer pour le développement des entreprises, l'inclusion financière et l'essor des classes moyennes dans l'UEMOA. En 2025, Atlantique Finance prévoit de diversifier son offre de produits et services pour démocratiser l'investissement. La SGI ambitionne

de faciliter l'accès des particuliers et des entreprises aux opportunités du marché financier régional, en mettant l'accent sur l'éducation financière et des solutions d'investissement plus inclusives.

Un acteur clé du développement économique régional

Filiale du groupe BCP, Atlantique Finance bénéficie de l'appui stratégique et financier d'une institution bancaire panafricaine de premier plan. Forte de cette assise, elle joue un rôle essentiel dans la structuration et le financement des entreprises, contribuant ainsi au dynamisme économique de la région. Avec un engagement constant en faveur de l'innovation et de l'inclusion financière, Atlantique Finance s'affirme comme un pilier incontournable du marché financier de l'UEMOA, soutenant les ambitions économiques du continent africain.

Avec le360.ma

Une performance exceptionnelle

Le 31 décembre 2024, Atlantique Finance s'est distinguée parmi les 36 SGI opérant sur le marché financier de l'UEMOA. Cette réussite repose sur un modèle d'affaires efficace, une stratégie d'innovation continue et une solide expérience de plus de 20 ans au service des investisseurs institutionnels, des entreprises et des particuliers. Grâce à des solutions financières adaptées, des outils technologiques avancés et une gestion de portefeuille optimisée, la SGI a su répondre aux besoins croissants du marché. Son approche client centrée sur la

AUX DECIDEURS ...

Une décennie d'engagement et d'innovation

Dix ans, c'est à la fois une étape et un point de départ. Coris Bank International Togo (CBI Togo) célèbre une décennie de présence sur le marché bancaire togolais avec une ambition renouvelée : être une banque plus proche, plus rapide et plus performante. Le forum clientèle organisé pour l'occasion le 20 février 2025 illustre cette volonté de renforcer la relation avec les clients et partenaires.

Dans un monde où les institutions financières sont souvent perçues comme rigides et impersonnelles, Coris Bank choisit une autre voie : celle de la proximité et du dialogue. Briser la barrière entre le banquier et le client, tel est l'objectif affiché par Alassane Kaboré, Directeur Général de CBI Togo. Le succès de cette approche est indéniable : une clientèle toujours plus nombreuse et un réseau en expansion.

79 000 clients bancaires, 195 000 utilisateurs de Coris Money et 17 agences à travers le pays. Ces chiffres ne sont pas anodins. Ils témoignent d'une institution qui a su adapter ses services aux besoins du marché togolais. La remise de distinctions aux sous-agents et partenaires de Coris Money est une preuve supplémentaire de cette stratégie axée sur la reconnaissance et la valorisation des acteurs clés du secteur.

Aujourd'hui, les clients veulent une banque qui réponde à leurs attentes sans délai et dans un cadre sécurisé. CBI Togo l'a compris et veut devenir une "banque rare", synonyme de réactivité et d'efficacité. Sa certification ISO atteste de son engagement à fournir des services de qualité, dans le respect des normes internationales.

Les défis sont nombreux : régulations de la BCEAO, lutte contre le blanchiment d'argent, finance islamique, gestion des devises... Autant d'enjeux abordés lors du forum, prouvant que la banque ne se contente pas de suivre les règles, mais entend jouer un rôle actif dans la modernisation du secteur financier togolais.

L'inauguration du nouveau siège social en 2024 au cœur de Lomé symbolise cette ambition : offrir un cadre moderne et innovant pour mieux servir les clients et partenaires. Coris Bank ne veut pas seulement être un acteur bancaire de référence ; elle veut être un moteur de développement, une banque qui accompagne la croissance économique du pays.

Dix ans après son arrivée au Togo, CBI Togo prouve qu'elle ne se repose pas sur ses acquis. Elle construit l'avenir avec audace et détermination. Une banque "autrement", tournée vers l'innovation et l'excellence. L'histoire ne fait que commencer.

M.T

Image du jour

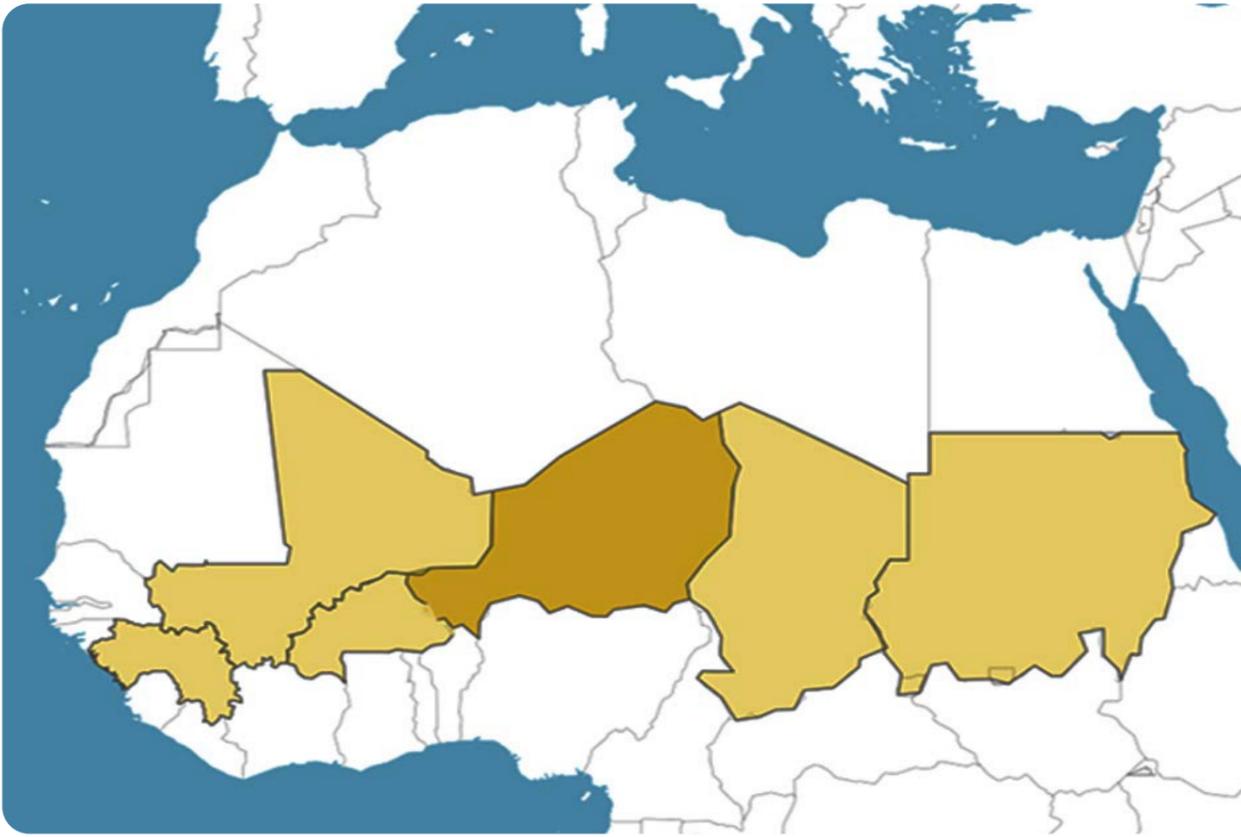


Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Le Niger et le Sahel : entre crises sécuritaires, défis démographiques et enjeux de développement

Le Sahel est une région en proie à des crises multiformes qui entravent son développement. Conflits armés, instabilité politique, pauvreté structurelle et changements climatiques se conjuguent pour créer un environnement fragile, où les interventions humanitaires et les politiques publiques peinent à répondre aux besoins des populations. Au cœur de cette région, le Niger incarne ces défis, tout en cherchant à construire des solutions adaptées à son contexte. Cet article explore les principales contraintes qui s'approprient ce pays et le Sahel en général, en mettant en lumière les enjeux sécuritaires, politiques et économiques qui façonnent son avenir.



Un environnement sécuritaire instable et vulnérabilité politico-institutionnelle

Le Sahel est marqué par une instabilité profonde, due à la convergence de nombreux facteurs. La montée en puissance de groupes armés tels que Boko Haram, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et les factions affiliées à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) a exacerbé l'insécurité dans plusieurs pays de la région. Selon l'Indice mondial du terrorisme 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger figurent parmi les dix pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde. La chute du régime libyen en 2011 a accéléré la prolifération des armes et la radicalisation de groupes extrémistes, déstabilisant durablement le Sahel. En parallèle, les crises politiques se multiplient, avec des coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces régimes ont souvent été justifiés par des promesses de restauration de l'ordre et de la souveraineté, mais ils ont également entraîné des ruptures dans les politiques publiques, compromettant la mise en œuvre des stratégies de développement. Le Niger, malgré ses richesses naturelles (uranium, pétrole), reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Classé 189e sur 191 pays dans l'Indice de développement humain du PNUD (2021-2022), il est confronté à des défis socio-économiques majeurs. L'instabilité politique chronique a entravé la mise en place de réformes durables. Les tensions ethniques, notamment entre Peuls et Touaregs, ajoutent une couche de complexité à la gouvernance nationale. Les pressions démographiques, les conflits intercommunautaires et la corruption compliquent encore la tâche des gouvernants.

Démographie, pauvreté et crise climatique : un cocktail explosif

Le Niger connaît l'une des plus fortes croissances démogra-

phiques au monde. Entre 1987 et 2022, sa population a été multipliée par 3,5, une accélération bien plus rapide que celle de ses voisins sahéliens. Cette explosion démographique pose un problème majeur : comment offrir des services de base (éducation, santé, infrastructures) à une population qui croît plus vite que l'économie ? Avec un taux de pauvreté estimé à 44,1 % en 2023, contre 19,1 % au Mali et 14,1 % au Burkina Faso, le Niger peine à absorber ce choc démographique.

Dans le même temps, les effets du changement climatique sont particulièrement visibles au Sahel. Les températures augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale, entraînant des sécheresses et des vagues de chaleur récurrentes. Les ressources naturelles, déjà limitées, s'amenuisent davantage, accentuant les tensions locales autour de l'accès à l'eau et aux terres arables. Les populations rurales, majoritairement dépendantes de l'agriculture et de l'élevage, subissent de plein fouet cette crise écologique, ce qui alimente les déplacements forcés et les conflits communautaires.

Les impacts humanitaires d'une crise sécuritaire prolongée

La montée en puissance des groupes armés non étatiques (GANE) et des trafics illégaux a contraint de nombreuses populations à fuir leurs terres. En 2024, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a souligné que la violence dans le Sahel avait atteint des niveaux sans précédent, avec une prolifération des attaques contre les civils. Une ceinture de conflit de 1 200 km de long, s'étendant du centre du Mali à la région de Tillabéri au Niger, est désormais l'épicentre des affrontements. En 2023, 40 % des attaques et 43 % des décès dans le Sahel central ont eu lieu à la frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Les attaques ne se limitent plus aux zones rurales. Des incursions ont été signalées dans le nord du Togo et du Bénin, élargissant la zone d'instabilité et forçant des

milliers de réfugiés à chercher asile en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Mauritanie.

L'insécurité a également un impact catastrophique sur les services sociaux. Plus de 8 000 écoles sont fermées dans le Sahel, privant des millions d'enfants d'accès à l'éducation. Cela favorise le recrutement de jeunes par des groupes armés et renforce le cycle de violence. Par ailleurs, la crise alimentaire atteint un niveau alarmant : entre juin et août 2024, 12 millions de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence au Sahel. Les hausses de l'insécurité alimentaire sont particulièrement marquées au Tchad (+170 %) et au Niger (+41 %) par rapport à la moyenne de 2018-2023.

Perspectives et solutions : quelles voies pour l'avenir du Niger ?

La complexité de la crise sahélienne impose une réponse transfrontalière et coordonnée. Le G5-Sahel, créé en 2014, vise à mutualiser les efforts de lutte contre le terrorisme et à renforcer le développement. Mais son efficacité reste limitée en raison du manque de financements et de la méfiance entre les États membres. L'intégration des populations locales dans les processus de gouvernance et de stabilisation est essentielle. Le renforcement des services publics, notamment dans l'éducation et la santé, est un levier clé pour contrer la radicalisation.

Pour sortir de sa dépendance aux ressources minières, le Niger doit diversifier son économie en investissant dans des secteurs porteurs comme l'agriculture durable, les énergies renouvelables et les industries locales. Par ailleurs, l'adaptation aux changements climatiques devient une priorité. Des stratégies comme la restauration des terres dégradées et l'optimisation de la gestion des ressources en eau peuvent atténuer les effets du réchauffement climatique.

Le Niger, à l'image du Sahel, est confronté à une convergence de crises qui rendent son développement particulièrement difficile. Instabilité politique, insécurité grandiose, explosion démographique et choc climatique forment un cocktail explosif. Toutefois, des leviers existants pour renforcer la résilience du pays : une gouvernance plus



inclusive, une meilleure coordination régionale et une diversification économique ambitieuse. L'avenir du Niger dépendra de sa capacité à mobiliser ces ressources pour transformer ses défis en opportunités.

Dr Beaugrain Doumougue, Ingénieur Civil et Expert en intelligence stratégique

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Digitalisation de l'état civil

La Commune Golfe 3 partage son expertise avec Région des Savanes

Echange d'expériences pour renforcer la digitalisation de l'état civil. Dans le cadre du renforcement des services d'état civil au Togo, la Commune Golfe 3 a accueilli, ce mardi 25 février 2025, une délégation de maires et de responsables de l'état civil de la région des Savanes.

● Nicole Esso

La mission d'apprentissage, organisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec la Fatière des Communes du Togo (FCT), vise à faciliter le transfert de compétences et d'expériences en matière de modernisation et de digitalisation des services administratifs. La cérémonie d'ouverture a été marquée par plusieurs interventions officielles, notamment celle du 1er adjoint au Maire de Golfe 3, de la représentante du PNUD au Togo, du coordonnateur du PURS, ainsi que du vice-président de la FCT. Ces interventions ont mis en avant l'importance de la digitalisation pour une administration locale plus efficace et accessible aux citoyens. Les participants ont ensuite assisté à plusieurs présentations, dont le Programme d'Urgence de la Région des Savanes (PURS), qui vise à renforcer les services publics dans cette région ; la stratégie de digitalisation de la Commune Golfe 3, avec une démonstration pratique du système de télédéclaration des naissances. Cette démonstration en temps



réel a permis aux visiteurs de comprendre le fonctionnement des outils numériques déployés par la mairie de Doumassessé, facilitant ainsi l'accès des citoyens à leurs documents officiels.

Une avancée pour l'administration locale

L'ensemble des participants a unanimement salué les efforts de la Commune Golfe 3 et souligné l'impact positif de la digitalisation sur la gestion des services d'état civil. Grâce à ces innovations, les citoyens peuvent désormais déclarer plus facilement les naissances et accéder à leurs documents administratifs sans encombre. Dans l'après-midi, la délégation a visité deux centres de santé à savoir le CMS Doumassessé et le CHR Lomé Commune. Ces établissements ont intégré

avec succès le système de télédéclaration des naissances, permettant aux parents de déclarer directement les naissances depuis l'hôpital, réduisant ainsi les risques d'oubli ou d'erreur administrative.

Vers une digitalisation généralisée des communes togolaises ?

La présente mission d'apprentissage marque une étape clé vers une modernisation généralisée des services d'état civil au Togo. En s'inspirant de l'expérience de la Commune Golfe 3, les représentants de la région des Savanes pourront adapter et déployer des solutions similaires dans leurs localités, favorisant ainsi une gestion administrative plus efficace et transparente. Le soutien du PNUD et de la FCT illustre l'importance de la coopération institutionnelle pour relever les défis du développement local, avec l'objectif ultime de garantir à chaque citoyen un accès rapide et fiable aux services d'état civil.



Commerce électronique

Les entrepreneurs se renforcent sur ses aspects pratiques

Le ministère du Commerce a démarré, ce mardi 25 février, une session de formation à l'endroit des PME/PMI sur les aspects pratiques du commerce électronique. L'initiative s'inscrit dans un programme de formations lancé il y a quelques mois.

Pendant trois jours (jusqu'au 27 février), les participants seront outillés sur les stratégies de vente en ligne, la gestion des paiements numériques, la logistique et la réglementation en vigueur. L'objectif est de permettre aux entrepreneurs de mieux exploiter les opportunités du numérique pour développer leurs activités, accroître leur visibilité et sécuriser leurs transactions en

ligne. "Le commerce électronique représente aujourd'hui un levier essentiel pour la croissance des entreprises. Cette formation vise à doter les entrepreneurs des compétences nécessaires pour tirer pleinement parti des opportunités qu'offre le numérique, en maîtrisant les outils de vente en ligne, la gestion des paiements et les aspects réglementaires", a indiqué Comlan Yakpey, Secrétaire général du

ministère du commerce, représentant le ministre. Au Togo, le secteur du commerce électronique est en pleine croissance. De nombreuses applications de vente et d'achat en ligne, des sites spécialisés dans la livraison et des startups émergent dans des domaines variés : agroalimentaire, électronique, cosmétique, construction.

(Togo Officiel)

Autonomisation de la femme

La Banque mondiale satisfaite des initiatives du Togo

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu ce mardi 25 février 2025 à Lomé avec Monsieur Ousmane Diagana, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre.

Monsieur Diagana séjourne dans la capitale togolaise dans le cadre du Forum régional de la société civile organisé par son institution en collaboration avec la Fondation Brazzaville sur le thème « l'éducation des filles et l'autonomisation économique des femmes comme levier de développement en Afrique de l'ouest et du centre ». A cet effet, le Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre a fait au Président de la République le point des travaux de cette rencontre internationale qui a réuni des acteurs engagés pour la cause de la jeune fille et de la femme africaines. « Nous avons eu l'honneur d'être reçu par Son Excellence Monsieur le Président de la République pour lui rendre compte de nos travaux à Lomé essentiellement axé sur la scolarisation de la fille et l'autonomisation des femmes que la Banque mondiale organise avec les organisations de la société civile de l'Afrique de l'ouest et centrale » a-t-il précisé. Monsieur Diagana a félicité le chef de l'Etat pour avancées réalisées par le Togo dans le domaine



de la promotion de la jeune fille et de l'autonomisation financière de la femme. Selon Monsieur Diagana, ces progrès considérables doivent faire cas d'école dans d'autres pays africains. « En matière de l'autonomisation des femmes, le Togo a fait des progrès extrêmement importants sur la base d'une tradition très forte, en particulier le rôle des Nana-Benz dans l'économie. C'est un exemple que nous avons regardé de très près et que nous avons voulu valoriser et vulgariser davantage pour que les autres pays s'en imprègnent. Le plus important

aussi et le plus significatif, c'est le rôle de ces femmes leaders aussi bien au niveau de l'administration publique qu'au niveau du secteur privé » a-t-il indiqué. Le Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'ouest et du centre a saisi l'occasion pour échanger avec le Président de la République sur des programmes que son institution finance au Togo notamment dans les secteurs du développement humain, de l'éducation, la santé, des infrastructures, l'énergie, l'économie numérique, agricole et l'environnement.

Avec presidence.gouv.tg

Rimon Hajjar Entreprises

Un projet ambitieux d'extension de capacité pour le Port de Lomé

Implanté au Togo depuis 2019, Rimon Hajjar Entreprises, un groupe burkinabé, prévoit d'élargir considérablement sa capacité de traitement du blé au Port de Lomé. Lors d'une récente rencontre avec Richard Kangbeni, ministre togolais de l'économie maritime, le directeur du groupe, Rimon Hajjar, a détaillé les ambitions de l'entreprise pour l'avenir.

Actuellement, Rimon Hajjar Entreprises exploite un terminal céréalier d'une capacité de 12 500 tonnes au Port de Lomé. Cependant, l'entreprise envisage d'ajouter huit nouveaux silos, portant la capacité totale de stockage à 18 000 tonnes. Ce projet d'extension, dont le coût reste pour l'instant confidentiel, permettra de traiter jusqu'à 35 000 tonnes de blé en vrac chaque mois. L'objectif de cette expansion est de répondre à la demande croissante de farine de blé dans la région, tout en renforçant la compétitivité du port de Lomé dans la chaîne logistique régionale. L'augmentation de la capacité de stockage et de traitement devrait également né-

cessiter une optimisation des infrastructures portuaires pour faciliter le convoyage du blé, une démarche saluée par le ministre Kangbeni. Ce dernier a d'ailleurs réaffirmé l'engagement du gouvernement à soutenir ce projet d'investissement stratégique. Rimon Hajjar Entreprises, déjà active dans les sec-

teurs de la boulangerie, de l'industrie agroalimentaire et des hydrocarbures, poursuit son développement en Afrique de l'Ouest, consolidant ainsi sa position clé dans le domaine des services portuaires et logistiques.

Hélène Martelot





COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

LE BRVM INVESTMENT DAYS ROADSHOW EST DE RETOUR A LONDRES
Explorer les opportunités d'investissement de portefeuille dans la région de l'UEMOA

Londres, Royaume-Uni - 19 février 2025 - La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) revient à Londres pour le lancement très attendu de la nouvelle édition des « BRVM Investment Days ».

Désormais incontournable dans le calendrier des investisseurs internationaux, les BRVM Investment Days se tiendront le 8 avril 2025 à la Bourse de Londres. Ce roadshow est l'occasion parfaite de découvrir en profondeur le paysage des affaires et des investissements en Afrique de l'Ouest, en favorisant le dialogue stratégique entre les acteurs des marchés financiers régionaux de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et les investisseurs internationaux.

Sur invitation uniquement, cette tournée sur le thème « **Explorer les opportunités d'investissement de portefeuille dans la région de l'UEMOA** » présente les perspectives régionales d'investissement et des secteurs économiques clés, notamment les télécommunications, les services financiers, l'agriculture et l'énergie. Les BRVM Investment Days visent également à renforcer l'intégration régionale et à mettre en évidence la diversification économique et les opportunités de croissance au Bénin, pays à l'honneur.

Le Bénin sera mis en lumière, alors que le gouvernement s'efforce de revitaliser l'économie du pays et d'attirer les investissements étrangers dans des secteurs populaires tels que le tourisme et l'industrie manufacturière. Le pays se concentre sur les partenariats public-privé, la création d'emplois et les stratégies de marketing et de promotion.

Le Directeur Général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, soulignant le succès significatif de la BRVM, a précisé pourquoi le moment était venu d'investir dans la région. « La BRVM a connu une deuxième année consécutive d'amélioration et a consolidé sa position de cinquième plus grande bourse d'Afrique. L'évolution positive de notre capitalisation boursière globale a renforcé le poids de la BRVM dans l'économie régionale, puisqu'elle représente désormais environ 15,12 % du PIB, contre 9,17 % en 2012. En effet, la BRVM offre des rendements de plus de 8 % sur le marché des actions et d'environ 6 % en moyenne sur le marché obligataire, ce qui attire de plus en plus d'investisseurs. »

À la suite de la conférence, le 9 avril, des tables rondes axées sur la finance verte et la finance islamique auront lieu.

Les BRVM Investment Days sont le rendez-vous incontournable pour les investisseurs institutionnels, les conseillers en investissement, les conseillers d'entreprise et les banquiers, les autorités politiques et économiques, les acteurs financiers du marché de l'UEMOA, et la diaspora africaine.

Les éditions précédentes à Paris, New York, Dubaï et Johannesburg ont rassemblé une centaine d'investisseurs et de financiers dans chaque ville et ont connu un grand succès.

À propos de la BRVM

La BRVM est la première bourse régionale entièrement intégrée au monde, commune aux huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. La BRVM est actuellement la cinquième bourse d'Afrique et affichait fin 2024 une capitalisation boursière de 10 078,68 milliards de francs CFA, soit une progression de 26,51 % et un gain de 2 111,72 milliards de francs CFA en un an. Dirigée par le Directeur Général, Dr Edoh Kossi Amenounve, la BRVM a son siège en Côte d'Ivoire.

Pour plus d'informations : www.brvminvestmentdays.com



Plus d'informations : www.brvminvestmentdays.com

Emprunt obligataire

« GSS BAOBAB 6,80 % 2024-2029 » admis à la cote de la BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières – BRVM - a admis sur son marché des obligations, l'emprunt obligataire « GSS BAOBAB 6,80 % 2024-2029 » de l'institution financière « BAOBAB SENEGAL », au cours d'une cérémonie qui s'est tenue le mardi 25 février 2025, à Dakar au Sénégal.

L'opération de première cotation labélisée verte, sociale et durable, a permis à BAOBAB SENEGAL de mobiliser, en septembre 2024, 20 milliards de Fcfa sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA en vue de financer jusqu'à 5 000 Micros, Petites et Moyennes Entreprises dans les 14 régions du Sénégal, opérant dans divers secteurs d'activités. Elle constitue également une première émission d'emprunt obligataire pour une institution de microfinance au Sénégal et dans la zone UEMOA.

En effet, l'emprunt obligataire « GSS BAOBAB 6,80% 2024-2029 » s'inscrit dans une dynamique de finance durable, alignée sur les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). En investissant dans cet instrument, les souscripteurs dont 5,70% de particuliers (l'un des meilleurs taux) choisissent d'accompagner des initiatives ayant un impact direct sur le développement économique et social dans notre région, notamment en faveur de l'inclusion financière, surtout chez les femmes et les jeunes, ainsi que du soutien aux entrepreneurs africains, en particulier les PME.

Avec un taux d'intérêt attractif de 6,80% sur une durée de

5 ans, cette opération offre aux investisseurs une occasion unique de contribuer à un développement économique inclusif et durable.

Deux millions (2 000 000) de titres obligataires « GSS BAOBAB 6,80 % 2024-2029 » ont été admis au Compar-

timent des obligations de la BRVM.

Le Directeur Général de la BRVM était représenté pour l'occasion par Monsieur Moussa DAVOU, Directeur du Département des Opérations et des Systèmes d'Information.



Côte d'Ivoire

Les opérateurs s'unissent pour une couverture réseau nationale renforcée

Les opérateurs de télécommunications en Côte d'Ivoire, notamment Orange, MTN et Moov Africa, ont annoncé une initiative visant à déployer environ 240 micro-sites radioélectriques à travers le pays pour améliorer la couverture réseau nationale.

Cette décision, annoncée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) le 20 février 2025, fait suite à des sanctions financières imposées en 2021 pour non-respect des normes de qualité de service. Plutôt que de payer les amendes, les opérateurs ont choisi d'investir dans l'expansion du réseau : Moov Africa et Orange ont conclu des accords en novembre 2024, suivis de MTN en février 2025. Cette initiative s'aligne sur le Plan National de Connectivité Rurale (PNCR) du gouvernement ivoirien, qui prévoit



de connecter 240 villages en 2025 lors de sa deuxième phase. L'objectif est de promouvoir l'inclusion numérique et de garantir un accès de qualité aux communications électroniques pour tous les citoyens. En 2023, la couverture 4G en Côte d'Ivoire atteignait 91,5 % de la population, tandis que les réseaux 2G et 3G couvraient respectivement 98,7 % et 98,1 %. Cependant, selon l'Indice de Connectivité Mobile 2024 de la GSMA, le pays a obtenu un score de 85,2 en matière

de couverture réseau, indiquant des marges d'amélioration, notamment dans les zones rurales. Le gouvernement a alloué 18 milliards de FCFA pour la deuxième phase du PNCR, tandis que les amendes converties en investissements réseau représentent environ 13,2 milliards de FCFA. Des comités de suivi et d'évaluation ont été mis en place pour superviser le déploiement et s'assurer que les investissements sont effectivement réalisés, surtout dans les zones rurales où la rentabilité est souvent moindre, ce qui avait conduit aux sanctions initiales.

Avec afriqueitnews.com

Commerce

La BAD et la Standard Bank s'unissent pour soutenir les PME

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le Standard Bank Group (SBG) ont signé lundi un accord financier majeur visant à renforcer le financement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) et à développer le commerce en Afrique.

● Vivien Atakpabem

L'accord comprend un investissement de 3,6 milliards de rands dans une obligation sociale et un accord de participation aux risques (APR) de 200 millions de dollars pour la Standard Bank of South Africa Limited (SBSA). Cette initiative renforce la capacité de prêt de la Standard Bank, garantissant un meilleur accès au financement pour les PME, un moteur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois en Afrique du Sud. L'investissement sous forme d'obligations sociales favorise le développement économique inclusif, en particulier pour les PME dont le chiffre d'affaires est inférieur à 300 millions de rands et les prêts inférieurs à 40 millions de rands. Ce financement permettra de soutenir jusqu'à 4 000 entreprises, en les aidant à développer leurs activités, à créer des emplois et à contribuer à la résilience économique. Kenny Fihla, directeur général adjoint de Standard Bank Group et directeur général de SBSA, a salué cet investissement en déclarant : « Ce partenariat majeur renforce notre capacité à soutenir les PME, qui constituent l'épine dorsale de l'économie sud-africaine. Avec environ 3,2 millions de PME représen-



tant 60 % des emplois, il est essentiel de garantir l'accès au financement. Cette initiative se situe dans le droit fil de notre Cadre de finance durable et de notre engagement en faveur de l'inclusion financière. » Outre l'obligation sociale, l'accord de prêt de 200 millions de dollars renforce le financement du commerce en Afrique, en se concentrant sur les pays à faible revenu et les États en transition. Cet accord permet aux banques locales d'accroître leurs prêts en partageant les risques, de combler le déficit de financement du commerce et de promouvoir le commerce intra-africain. Leila Mokaddem, directrice générale pour l'Afrique australe à la Banque africaine de développement, a souligné un impact plus large : « Cette collaboration marque une étape importante dans notre partenariat de longue date et témoigne de notre engagement commun à soutenir la croissance des PME et à améliorer le financement du commerce en Afrique. L'élargissement de l'inclu-

sion financière et des opportunités commerciales permet aux entreprises de stimuler la transformation économique et l'intégration régionale. Le Standard Bank Group est un partenaire stratégique dans notre vision commune du développement économique du continent. » « Nous sommes fiers de cette transaction, qui démontre notre engagement commun en faveur de la finance durable. En soutenant les entreprises, nous créons des opportunités économiques à long terme et une résilience financière », a déclaré Ahmed Attout, directeur du Département du développement du secteur financier à la Banque africaine de développement. Kenny Fihla a réaffirmé l'importance de cette collaboration : « En fournissant des capitaux indispensables, nous aidons les entreprises à surmonter les défis et à prospérer. Ce partenariat illustre le pouvoir de la collaboration pour conduire un changement économique et social significatif en Afrique. »

Afrique

AgDevCo mobilise 85 millions \$ pour soutenir des entreprises agroalimentaires

AgDevCo, un investisseur dans la transformation agricole en Afrique subsaharienne, se prépare à injecter des fonds stratégiques dans des PME agroalimentaires. Son objectif : propulser leur productivité tout en renforçant les systèmes alimentaires dans la région.

AgDevCo a annoncé ce jeudi 20 février 2025, avoir levé un investissement en capital de 85 millions \$. Cette somme provient de partenariats stratégiques avec British International Investment (BII), Swedfund et Norfund, répartis respectivement en 50 millions, 20 millions et 15 millions \$.

Un soutien pour booster la productivité alimentaire

Ce financement ciblera des



entreprises qui produisent des aliments nutritifs pour la consommation locale ainsi que des cultures d'exportation à haute valeur ajoutée. Il permettra à AgDevCo d'élargir son portefeuille de PME agroalimentaires à fort

impact, visant à améliorer la productivité et renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne. Grâce à cet apport en capital, l'investisseur espère que son portefeuille bénéficiera à quatre millions d'agriculteurs, d'ici 2030. En comblant le déficit de financement avec un capital flexible et à long terme, il ouvre la voie à des opportunités pour des entreprises qui, autrement, auraient du mal à accéder aux financements traditionnels.

mercredi 26 février 2025

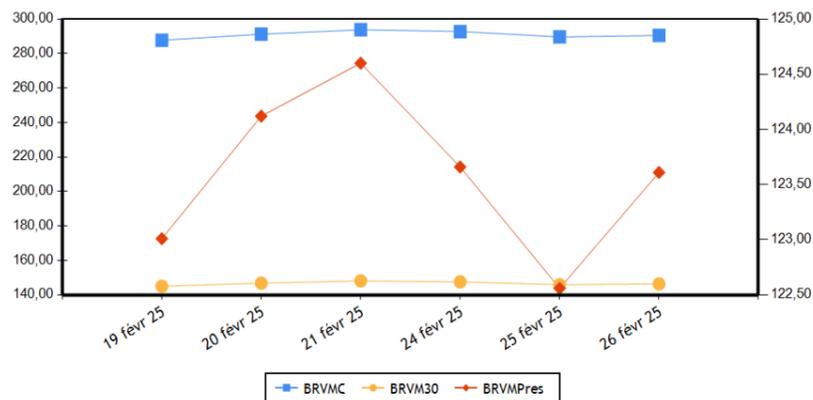
N° 40

BRVM COMPOSITE	290,47
Variation Jour	0,30 % ↑
Variation annuelle	5,24 % ↑

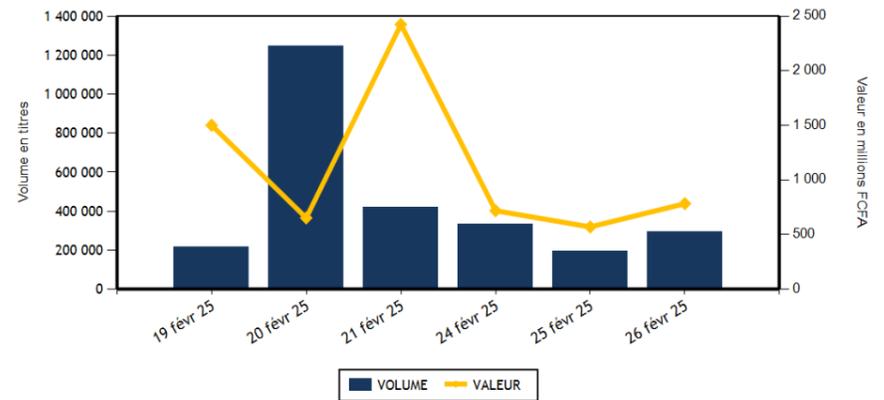
BRVM 30	146,41
Variation Jour	0,34 % ↑
Variation annuelle	5,53 % ↑

BRVM PRESTIGE	123,61
Variation Jour	0,86 % ↑
Variation annuelle	7,64 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 894 424 736 492	0,30 %
Volume échangé (Actions & Droits)	293 636	49,19 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	765 829 325	34,40 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	19	137,50 %
Nombre de titres en baisse	14	-17,65 %
Nombre de titres inchangés	12	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 110	5,71 %	4,23 %
SETAO CI (STAC)	560	5,66 %	24,44 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 355	4,84 %	34,20 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 385	3,70 %	28,92 %
SICABLE CI (CABC)	1 150	3,14 %	10,58 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 616 972 876 249	-0,03 %
Volume échangé	2 474	2 845,24 %
Valeur transigée (FCFA)	17 972 254	2 076,87 %
Nombre de titres transigés	5	66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	4	
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 760	-7,37 %	-20,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 105	-5,97 %	8,92 %
SMB CI (SMBC)	6 600	-4,35 %	-23,30 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	865	-3,89 %	11,61 %
SAFCA CI (SAFC)	780	-3,70 %	8,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,61	0,86 %	7,64 %	38 595	407 483 250	10,71
BRVM-PRINCIPAL	37	144,52	-0,47 %	4,64 %	255 041	358 346 075	11,87

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	128,56	-1,83 %	9,54 %	41 779	168 528 935	19,62
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	792,04	0,52 %	3,67 %	12 317	149 064 215	11,54
BRVM - FINANCES	15	107,22	0,24 %	5,38 %	168 484	248 896 850	7,37
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	-2,91 %	-2,91 %	3 823	4 980 095	4,02
BRVM - AGRICULTURE	5	217,12	-0,21 %	10,17 %	40 554	128 356 815	15,10
BRVM - DISTRIBUTION	7	377,84	2,43 %	12,69 %	23 734	58 023 625	22,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	680,94	0,38 %	4,85 %	2 945	7 978 790	23,25

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,71	0,56 %	3,71 %	7 887	134 481 435	11,56
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,67	0,54 %	0,67 %	10 802	17 824 030	23,67
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	105,38	0,25 %	5,38 %	168 484	248 896 850	7,37
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	112,20	-1,42 %	12,20 %	47 455	192 661 995	19,74
BRVM - INDUSTRIELS	7	105,54	-0,26 %	5,54 %	28 392	53 456 240	7,15
BRVM - ENERGIE	4	111,81	2,04 %	11,81 %	26 186	103 925 995	19,10
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	102,70	-0,50 %	2,70 %	4 430	14 582 780	10,85

Automobile

Les voitures hybrides redépassent les modèles à essence en Europe

Les immatriculations de voitures hybrides ont représenté 34,9% du marché en janvier en Europe, contre 29,4% pour les voitures à essence.

Les immatriculations de voitures hybrides neuves ont redépassé celles des véhicules utilisant l'essence au mois de janvier 2025 en Europe, a annoncé mardi l'Association des constructeurs européens (ACEA). Les immatriculations de ces modèles dotés de moteurs à essence et de petits moteurs électriques ont représenté 34,9% du marché (+18,4% sur un an). Les voitures à essence commencent à prendre le chemin glissant déjà emprunté par le diesel: elles ont accusé une forte baisse au mois de janvier (-18,9%), notamment en France et en Allemagne. Les modèles à essence représentent désormais 29,4% du marché et le diesel, autrefois omniprésent, 10% (-27% sur un an). Les hybrides, un peu plus sobres et moins polluants que les modèles à essence, et bien moins chers que les électriques, reprennent ainsi le contrôle du marché européen après



l'avoir dominé pour la première fois pendant trois mois de septembre à novembre 2024.

«Travailler pour éviter de stagner»

Les modèles 100% électriques sont en forte progression sur un an (+34%), notamment en Belgique, en Allemagne ou en Italie (+126%) mais restent stables par rapport au mois de décembre 2024, et avec de grandes disparités selon les pays. Au niveau euro-

péen, les électriques représentent désormais 15% des immatriculations, encore très loin des objectifs fixés aux constructeurs par la Commission européenne, à 25% pour l'année 2025 et 100% en 2035. Le pionnier de l'électrique Tesla a vu ses ventes divisées par deux en janvier, freiné par un changement de gamme en cours et aussi, potentiellement, par des prises de position de son patron Elon Musk aux côtés du président américain Donald Trump qui feraient fuir les acheteurs. «Il est clair que l'Europe doit encore travail-

ler pour éviter de stagner», a souligné la directrice générale de l'ACEA, Sigrid de Vries, dans un communiqué.

Volkswagen, leader

Les ventes ont baissé de 2,6% au mois de janvier par rapport à janvier 2024. Les principaux marchés européens (Allemagne, France, Italie) ont notamment affiché des reculs tandis que l'Espagne

a marqué un léger rebond. Le groupe Stellantis a subi l'essentiel de cette baisse, avec -17,9% sur un an. Mais le groupe souligne qu'il va mieux après une fin d'année 2024 catastrophique, et le départ de son directeur général Carlos Tavares. Stellantis est revenu à 17,1% de parts de marché, sa meilleure performance depuis juin 2024, s'est félicité Luca Napolitano, responsable des ventes

européennes de Stellantis, dans un communiqué. Il reste cependant loin derrière le leader du marché Volkswagen qui continue à progresser (+5,6% en janvier pour 27,7% du marché), compensant des baisses chez ses marques Skoda ou Audi par une hausse pour sa marque principale VW et les modèles sportifs de Cupra.

(afp)

Commerce

La Chine fait part de ses « sérieuses préoccupations » aux États-Unis

Lors d'un entretien avec le secrétaire américain au Trésor, l'émissaire chinois pour le Commerce a déploré la décision de Donald Trump d'imposer de nouveaux droits de douane sur les importations en provenance de Chine.

Face à la guerre commerciale lancée par Trump, l'émissaire chinois pour le Commerce He Lifeng monte au créneau. Il s'est entretenu ce vendredi avec le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, au sujet des nouveaux droits de douane sur les importations en provenance de Chine envisagés par le président américain. He Lifeng « a exprimé ses sérieuses préoccupations concernant les récentes mesures restrictives, telles que l'augmentation des droits de douane, imposée à la Chine par les États-Unis », a relayé la télévision publique chinoise CCTV. Un son de cloche similaire aux propos tenus jeudi par le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun : « Les guerres commerciales et douanières ne font pas de gagnants et ne font que nuire aux intérêts des peuples du monde entier », a-t-il souligné devant la presse. Et d'ajouter : « Les deux parties devraient résoudre leurs problèmes respectifs par le dialogue et la consultation, fondés sur l'égalité et le respect mutuels. »



Rester en communication

« Les deux parties ont échangé des points de vue approfondis sur des questions économiques importantes entre la Chine et les États-Unis quant à la mise en œuvre d'un consensus » qui pourrait être atteint entre les deux pays, a aussi déclaré l'émissaire chinois pour le Commerce, selon CCTV. Selon la chaîne de télévision chinoise, He Lifeng et Scott Bessent « ont reconnu l'importance des relations économiques et commerciales entre la Chine et les États-Unis et ont convenu de continuer à maintenir la communication sur des questions de préoccupation mutuelle ». L'appel a eu lieu à la demande de Scott Bessent, selon CCTV.

La Chine, première

cible de Trump

Depuis le début de son second mandat fin janvier, le président américain a fait des droits de douane le principal outil de sa politique de réduction de l'important déficit commercial américain. Il a imposé, début février, 10% de droits de douane supplémentaires sur tous les produits importés de Chine. Le pays a le plus important excédent commercial avec les États-Unis en matière de biens (295,4 milliards de dollars en 2024, selon le Bureau d'analyse économique, qui dépend du département américain du Commerce). Mais, mercredi, le président américain a estimé qu'un accord commercial avec la Chine était « possible ». En réponse à la mesure américaine, Pékin a mis en place des droits de douane de 15% sur le charbon et le gaz naturel liquéfié (GNL) et de 10% sur le pétrole et d'autres biens américains (machines agricoles, certains véhicules automobiles, etc.), des mesures cependant beaucoup moins importantes en proportion.

(Avec AFP)

États-Unis

La confiance des consommateurs s'effrite bien plus qu'attendu

Droits de douane, inflation et le chaos politique à Washington contribuent à leur humeur détériorée.



Les consommateurs américains, moteurs de l'économie de la première puissance mondiale, commencent à s'inquiéter de voir leur horizon s'assombrir devant la frénésie d'initiatives du nouveau gouvernement. Deux indicateurs évaluant la confiance des consommateurs ont fait l'effet de premiers coups de semonce, en s'enfonçant brusquement depuis le début du second mandat de Donald Trump. Le premier, de l'université du Michigan, a reculé de 10% sur un mois en février. Le second, publié mardi par l'association professionnelle Conference Board, a perdu sept points en un mois, à 98,3, au plus bas depuis juin 2024.

Moindre recul escompté

À chaque fois, les analystes s'attendaient à un bien moindre recul. Les publications montrent notamment que les consommateurs prennent

au sérieux le risque de voir l'inflation rebondir à cause du relèvement des taxes sur les importations décidées par le nouvel exécutif. Dans l'indice publié mardi, la quasi-totalité des paramètres évalués (appréhension du marché du travail actuel et à venir, perspectives économiques et revenus futurs) ont reculé. Surtout, les sondés s'attendent à subir une forte accélération de l'inflation dans l'année. «Cela reflète plusieurs choses: une inflation qui résiste, le bond récent du prix de certains produits de grande consommation comme les œufs, mais aussi l'impact attendu des droits de douane», relève une économiste du Conference Board, Stephanie Guichard, citée dans le communiqué. Parmi les sondés, elle note «une forte hausse des mentions du commerce et des droits de douane, à un niveau qui n'avait pas été vu depuis 2019», sous le premier mandat de Donald Trump. «Les remarques sur le gouvernement actuel et ses politiques ont été très présentes dans les réponses», ajoute-t-elle.

«Chaos à Washington»

«La consommation est le moteur principal de l'économie américaine. Si la confiance s'affaïsse et que les dépenses baissent, la croissance du PIB va ralentir», anticipent les économistes de HFE dans une note. «À nos risques et périls, nous considérons que le chaos à Washington a quelque chose à voir avec ça», écrivent-ils. Selon eux, le recul de la confiance des consommateurs depuis l'élection en novembre «pourrait ne pas être une coïncidence». Les marchés avaient aussi été alertés la semaine dernière par les prévisions de croissance du géant de la distribution Walmart, qualifiées de «prudentes» par le groupe compte tenu d'une «certaine imprévisibilité». C'est interprété par les analystes comme un signe que la chaîne s'attend à voir les consommateurs américains freiner leurs dépenses.

(AFP)

Biodiversité

Le rôle essentiel des systèmes agroalimentaires dans la réalisation des objectifs mondiaux

Rome – Alors que plus de 150 pays se réunissent à Rome pour la reprise de la session de la 16^e Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP16.2), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appelle à une action audacieuse pour transformer les systèmes agroalimentaires et soutenir les objectifs mondiaux en matière de biodiversité. Organisant une réunion de haut niveau à son siège à la veille de la conférence, la FAO a souligné que les systèmes agroalimentaires doivent fonctionner en harmonie avec la biodiversité pour assurer un avenir durable aux populations et à la planète.

L'événement s'est appuyé sur l'élan généré en octobre dernier lors de la COP16 à Cali, en Colombie, où la FAO, le gouvernement colombien et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont lancé l'Initiative de soutien aux SPANB agricoles. L'Initiative vise à aider les gouvernements à intégrer les systèmes agroalimentaires dans les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) et leur mise en œuvre. « L'initiative nous offre un mécanisme collectif pour aider les gouvernements à renforcer leurs capacités, à identifier et à mettre en œuvre des leviers stratégiques dans les secteurs agroalimentaires afin d'atteindre leurs objec-



tifs nationaux en matière de biodiversité », a expliqué le Directeur général de la FAO, QU Dongyu, lors de l'ouverture de l'événement. Qu a été rejoint par les responsables colombiens María Susana Muhamad González, ministre de l'environnement et du développement durable et présidente de la COP16, et Martha Carvajalino, ministre de l'agriculture et du développement rural, ainsi que par Astrid Schomaker,

secrétaire exécutive de la CDB, et par les ministres de plusieurs pays, qui ont réaffirmé leur engagement à mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité Kunming-Montréal (CMGBF), en gardant les systèmes agroalimentaires au premier plan. La présidente de la COP16, Mme Muhamad, a reconnu le rôle crucial de la FAO pour placer la sécurité alimentaire et l'agriculture au cœur du cadre mondial de la biodiversité et a salué le partenariat avec la

Colombie et la CDB dans le cadre de l'Initiative de soutien aux SPANB agricoles, soulignant qu'il s'agit d'un effort conjoint très important qu'elle espère voir se concrétiser. La ministre Carvajalino a souligné l'urgence d'une collaboration mondiale pour aligner les stratégies agricoles et environnementales, soulignant que la Colombie vise à relever les défis communs et à mettre cette discussion au premier plan avec le soutien de la FAO, soulignant que la production alimentaire durable est indispensable pour mettre fin à la faim. La secrétaire exécutive de la CDB, Mme Schomaker, a déclaré que la biodiversité est fondamentale pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et que la transformation des systèmes agroalimentaires est essentielle pour parvenir à la fois à la conser-

vation de la biodiversité et au développement durable. La biodiversité est essentielle à la production alimentaire, fournissant des services écosystémiques clés tels que la pollinisation, la fertilité des sols, la lutte contre les ravageurs et la régulation du climat. La dégradation continue des écosystèmes présente des risques importants, avec environ 3 milliards de vies en jeu, en particulier parmi les populations vulnérables. Le Directeur général de la FAO a souligné l'importance de mettre en œuvre le Cadre KMGBF, adopté à la COP15, pour relever ces défis. « Plus de la moitié des 23 cibles du Cadre sont directement liées à l'agriculture », a-t-il noté, soulignant la nécessité pour les pays d'intégrer les systèmes agroalimentaires dans leurs SPANB. Il a expliqué que « la biodiversité se trouve également

dans le sol et dans l'eau » et qu'il est essentiel « d'envisager la biodiversité dans une perspective holistique et tridimensionnelle ». Il a averti que l'investissement financier reste un facteur crucial pour atteindre les objectifs de biodiversité, et que l'intégration des systèmes agroalimentaires dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité peut ouvrir des possibilités de financement par le biais de mécanismes internationaux, de partenariats public-privé et de budgets nationaux. « Il est essentiel d'impliquer les agriculteurs, de leur permettre de s'approprier le partenariat et de le faire participer. Sans les agriculteurs, ce n'est qu'une politique sans mise en œuvre », a-t-il ajouté.

HOROSCOPE finance

Bélier Les astres ne vous faisant pas de cadeau cette fois-ci, soyez très circonspect dans le choix des affaires à traiter. Ne vous jetez pas dans des trafics illicites ou des entreprises à la limite de la légalité. Toute entorse aux lois pourrait vous être préjudiciable à plus ou moins longue échéance. Sachez aussi qu'il y a des moments où votre instinct est capable de vous jouer de mauvais tours ; ne vous fiez pas trop à lui en ce moment !

Taureau Journée faste sur le plan pécuniaire. Ce pourra être un héritage, une succession, un legs de grande valeur. De toute manière, vous aurez une grande chance, notamment quelques gains aux jeux ou une substantielle prime quelconque.

Gémeaux Avec la Lune mal aspectée, vous aurez bien du mal à résister à l'envie de dépenser tout votre argent. Vos goûts du luxe se révéleront dans tout ce qu'ils ont de plus époustouffant ! Attention, danger mortel !

Cancer Si vous prenez un minimum de précautions, le domaine financier ne devrait pas vous causer de soucis. Si vous n'avez pas poussé la générosité trop loin, vous devriez parvenir à équilibrer votre budget. Ainsi, vous aurez l'esprit libre pour réorganiser vos finances en fonction de vos projets.

Lion Le manque de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre situation matérielle ne se pardonnerait pas ! Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture et imposer un programme de restrictions draconien à votre famille, vous aurez intérêt à limiter les dépenses superflues et à ne pas trop vivre au jour le jour. Évitez aussi soigneusement de vous lancer à l'aveuglette dans des opérations financières hasardeuses ou de tenter des coups de poker.

Vierge Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre habileté et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus rentable que d'habitude. Les finances seront plus solides, et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices.

Balance Grâce au bon influx d'Uranus, vous aurez la possibilité d'effectuer de bons placements à long terme. Évitez de traiter des affaires importantes : vous serez très impulsif et prêt à prendre trop de risques.

Scorpion Le plan matériel enregistrera une amélioration progressive. Il faut dire que l'influence de Mars en mauvaise posture ne vous a guère incité à faire des économies. Mais à partir d'aujourd'hui, vous serez mieux loti.

Capricorne L'influence de Mercure sera à double tranchant. Vous aurez du flair pour dénicher les bonnes affaires mais vous aurez un peu trop tendance à accorder légèrement votre confiance. Si vous tombez sur des gens sans scrupule, ils en abuseront sans vergogne.

Sagittaire Il pourra se passer aujourd'hui bien des choses sur le front financier. Au positif, les planètes vous pousseront à prendre des décisions importantes. Mais attention, comme il y aura des configurations négatives, vous devrez vous méfier de votre impulsivité. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques. Vous vous en sortirez sans dommage si vous prenez le temps de planifier à long terme.

Verseau Sur le plan financier, les planètes seront dans l'ensemble favorables. Mais il faudra vous méfier d'Uranus, qui pourra vous inciter à prendre trop de risques. Évitez les dépenses faites sur un coup de tête et les placements peu sûrs. Attention, également, aux opérations trop embrouillées.

Poisson Neptune, astre lié au monde du pressentiment, influencera votre secteur d'argent et formera des configurations positives avec le reste du Ciel. Vous aurez donc intérêt à délaissier la règle à calculs et à vous laisser guider par ce que vous ressentez, que ce soit pour choisir vos placements ou pour décider de vos achats.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Levée de fonds

Gozem veut couvrir toute l'Afrique francophone avec 30 millions USD

La société Gozem, acteur majeur des services numériques de VTC, vient de sécuriser un financement de 30 millions de dollars (environ 18,7 milliards FCFA) pour accélérer son développement en Afrique francophone.



Hélène Martelot

Depuis sa création en 2018 à Lomé, Gozem a su diversifier ses services, offrant non seulement des solutions de mobilité, mais aussi des services de livraison, de billetterie numérique et de financement.

nouveaux véhicules et lancer "Gozem Money", une solution bancaire digitale innovante. Ce partenariat stratégique avec MSC Group et Al Mada Ventures s'inscrit dans une dynamique plus large visant à améliorer la mobilité et les services financiers sur le continent.

Afrique. De son côté, Omar Laalej, directeur général d'Al Mada Ventures, souligne l'importance du modèle inclusif et fiable de Gozem, parfaitement aligné avec la demande croissante de services numériques accessibles en Afrique.

Cinkassé/ éducation

Un forum des congés de détente organisé

La direction du complexe scolaire « Wend Songré » de Cinkassé a organisé le mardi 25 février dans ses locaux, la première édition du forum des congés de détente.

L'évènement a réuni des parents d'élèves, enseignants et élèves autour du thème : « Suivi et soutien parental des apprenants ». Il fait suite à la demande du ministère des Enseignements primaire et secondaire, relative à l'organisation de ces foras dans tous les établissements scolaires.



de solutions dans la pratique de suivi et de soutien des parents à leurs enfants à l'école. Il a indiqué que le suivi et le soutien parental se résument par l'entretien sanitaire et nutritionnelles de l'enfant, la création d'un cadre à la maison pour permettre à l'enfant d'apprendre ses leçons et les relations du parent avec l'établissement de son enfant.

Le président des parents d'élèves du complexe, Bombom Augustin a souligné l'importance du thème retenu qui a permis à plusieurs parents de comprendre leur rôle et responsabilité dans l'éducation de leurs enfants.

Avec ATOP/BB/SED/KYA

Transport routier

L'ATOCOPROG du PAL installe son bureau dirigé par Togbui Toviegniawou

L'Association togolaise des conducteurs professionnels routiers des gros porteurs (ATOCOPROG) a installé les membres de sa section locale du Port autonome de Lomé (PAL), le mercredi 26 février à Lomé.



Ce bureau de 23 membres mis en place pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois est présidé par Togbui Jean Toviegniawou Komlan. Ce bureau désigné par consensus est un regroupement de transporteurs de toutes les ethnies intervenant sur la plateforme au PAL.

des contrôles routiers et sensibiliser les adhérents sur les réformes entreprises par le gouvernement dans le secteur des transports. Le bureau ambitionne aussi recenser les conducteurs professionnels routiers des gros-porteurs intervenant sur la plateforme du PAL, mettre en place un comité chargé des contrats d'emplois des membres et négocier avec le gouvernement des possibilités de faire bénéficier aux transporteurs, l'Assurance maladie universelle.

Un appel à participer aux formations de la DTRF

En investissant les membres du bureau, le président national de l'ATOCOPROG, Tchaa-Azodi Essawavana a rappelé que leur organisation est dans une phase de sensibilisation des gros-porteurs sur les mesures relatives à la professionnalisation du secteur dont la plupart des transpor-

teurs méconnaissent ces nouvelles dispositions du gouvernement. « Cette tournée s'est déjà tenue à Dapaong, Cinkassé, et aujourd'hui, c'est le tour du port où nous avons profité pour installer le bureau du port et les exhorter à une très bonne organisation », a dit M. Tchaa-Azodi. A travers la mise en place du bureau du port, il s'agit de cadrer les conducteurs de la zone pour une très bonne organisation avec pour finalité de réduire les accidents de circulation puisque les gros-porteurs sur la route sont pour la plupart à l'origine des accidents avec le transport de marchandise « très lourds ».

Avec ATOP/AJA/BA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Table titled 'Le Togo en chiffres' showing economic indicators for 2020 and 2021. It includes columns for '2020', '2021', and 'Evolution (%)'. The table lists various categories such as 'Produits d'exportation', 'Produits de consommation intérieure', 'Investissements', and 'Dépenses de consommation'. It also includes a section for 'Evolution des prix de consommation' with sub-categories like 'Indice des prix à la consommation' and 'Indice des prix des services'.

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC